



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Travail stratégique de la FAO

**POUR AMÉLIORER
LA RÉSILIENCE
DES MOYENS
D'EXISTENCE**



PROGRAMME STRATÉGIQUE
POUR AMÉLIORER LA
RÉSILIENCE DES MOYENS D'EXISTENCE
FACE AUX MENACES ET AUX CRISES

TABLE DES MATIÈRES

PAGES 4-9

AMÉLIORER LA RÉSILIENCE
DES MOYENS D'EXISTENCE
AGRICOLES FACE AUX
MENACES ET AUX CRISES

PAGES 10-13

AFFRONTER LES DIFFÉRENTS
CHOCs MENAÇANT LES
MOYENS D'EXISTENCE
AGRICOLES

PAGES 14-15

LA PROMESSE DE LA
RÉSILIENCE

PAGES 16-27

OBTENIR DES RÉSULTATS ET
MONTRER LEURS IMPACTS

**POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR LE TRAVAIL
STRATÉGIQUE DE LA FAO EN VUE D'AMÉLIORER LA
RÉSILIENCE DES MOYENS D'EXISTENCE AGRICOLES FACE
AUX MENACES ET AUX CRISES**

www.fao.org/resilience/fr/

CONTACT

Dominique.Burgeon@fao.org



MADAGASCAR

Essaim de criquets
migrateurs malgaches.
©FAO/Madagascar

MESSAGES CLÉS

➡ La FAO aide les pays à élaborer et à mettre en œuvre des systèmes juridiques, stratégiques et institutionnels appropriés, comme par exemple, le Cadre de gestion des crises pour la filière alimentaire, la Réduction et la gestion des risques de catastrophes pour les secteurs agricoles et le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition durant les crises prolongées.

➡ La FAO renforce les capacités nationales et locales de réduction des risques et des impacts des catastrophes naturelles et climatiques, des menaces pesant sur la chaîne alimentaire, des conflits et des crises prolongées, afin d'améliorer la résilience des moyens d'existence agricoles.

➡ La FAO s'emploie à promouvoir les connaissances, les directives, les normes et les bonnes pratiques en matière de gouvernance des risques

de catastrophe et de crise, de suivi et d'alerte rapide, de réduction de la vulnérabilité, de planification préalable et de réponse aux chocs.

➡ La FAO aide les pays et les communautés à mettre au point des mécanismes de collecte, d'analyse et de diffusion des données pour le suivi, l'alerte et l'intervention dans les risques de crises et les menaces à l'agriculture, à la sécurité sanitaire des aliments et à la sécurité alimentaire et la nutrition.

➡ La FAO prête son assistance pour protéger les moyens d'existence des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et communautés tributaires des forêts vulnérables, avant, durant et après les situations d'urgence.

➡ La FAO noue et renforce des partenariats et synergies avec les universités, le système des Nations

Unies, la société civile et le secteur privé pour œuvrer de concert en faveur de la résilience des moyens d'existence agricoles et parvenir à un développement durable.

➡ La FAO aide les pays et les régions à mobiliser des ressources adéquates pour la réduction des risques et la gestion des crises, l'information régulière et l'alerte précoce, la réduction des risques et de la vulnérabilité au niveau communautaire et des ménages, la préparation aux urgences et la réponse aux catastrophes et aux crises.

**«J'AI LA
CONVICTION QUE
LA LUTTE CONTRE
LA FAIM ET LE
RENFORCEMENT
DE LA RÉSILIENCE
DES MOYENS
D'EXISTENCE
AGRICILES
PEUVENT GÉNÉRER
DES DIVIDENDES
DE LA PAIX.»**

José Graziano da Silva,
Directeur général de la FAO

AMÉLIORER LA RÉSILIENCE DES MOYENS D'EXISTENCE AGRICILES FACE AUX MENACES ET AUX CRISES

Face à la croissance démographique, on estime que la production vivrière mondiale devra progresser de 60 pour cent pour nourrir plus de 9,5 milliards de personnes à l'horizon 2050.

À l'échelle mondiale, les moyens d'existence de 2,5 milliards d'individus dépendent de l'agriculture. Ces petits agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et communautés tributaires de la forêt assurent plus de la moitié de la production agricole mondiale et sont particulièrement vulnérables aux catastrophes qui détruisent ou endommagent les récoltes, les installations, les approvisionnements, le bétail, les semences, les cultures et les aliments stockés.

Les catastrophes et les crises n'ont pas seulement des effets immédiats à court terme – elles sapent les moyens d'existence et les gains de développement que les agriculteurs et les pays ont mis des années à bâtir. À mesure qu'augmentent l'intensité et

l'impact des crises et des catastrophes – sous l'effet du changement climatique et de la surexploitation des ressources naturelles – un nombre grandissant de ménages, de communautés et de gouvernements des pays en développement sont moins aptes à absorber, récupérer et s'adapter, ce qui les rend plus vulnérables aux chocs futurs.

Aujourd'hui, le monde compte encore 793 millions de personnes sous-alimentées et affamées, ce qui signifie qu'un être humain sur neuf n'a pas assez de nourriture pour mener une vie saine et active. Notre capacité d'éradiquer la faim et de nourrir une population croissante à l'horizon 2030 – l'échéance fixée par les pays et pour les pays dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 – dépend de la promotion des compétences uniques que détiennent les agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et communautés tributaires de la forêt pour produire de la nourriture et gérer l'environnement dont nous dépendons tous.

La FAO est d'avis que les pays, les communautés et les individus, avec les organismes de développement et les acteurs humanitaires, peuvent créer des moyens d'existence résilients aux catastrophes et aux crises.

La résilience des moyens d'existence agricoles est fondamentale pour faire du développement durable une réalité, en veillant à ce que les systèmes agricoles et alimentaires soient productifs et sensibles au risque afin de nourrir les générations présentes et futures.

Nous devons garantir que des années de gains de développement agricole ne soient pas balayées par des chocs soudains. Accroître la résilience des moyens d'existence agricoles est un levier puissant pour atteindre l'objectif de développement durable qui consiste à «ne laisser personne de côté».



TANZANIE

Des agriculteurs s'occupent de leurs cultures dans le village de Msanga.
©FAO/Simon Maina



ÉTHIOPIE

Des éleveurs vendent leur bétail pour réduire les troupeaux dans la communauté d'Aydora.
©FAO/Tamiru Legesse

DIFFÉRENTS CHOCS, DIFFÉRENTS ENJEUX LIÉS AUX MOYENS D'EXISTENCE AGRICOLES

Le travail autour de la résilience de la FAO s'articule autour de trois principaux chocs: les catastrophes naturelles, y compris les phénomènes extrêmes liés au changement climatique; les crises touchant la filière alimentaire, dont les infestations de ravageurs et les maladies transfrontières des plantes, les maladies animales et la sécurité sanitaire; les conflits violents et les crises prolongées.



ALÉAS NATURELS ET CATASTROPHES LIÉES AU CLIMAT

Au cours de la dernière décennie, les dégâts économiques causés par des risques naturels se sont élevés à 1 500 milliards de dollars des États-Unis (risques géophysiques tels que séismes, tsunamis et glissements de terrain, et risques hydrométéorologiques comme les tempêtes, inondations, sécheresses et feux de brousse). Les catastrophes liées au climat, en particulier, progressent à l'échelle mondiale et sont appelées à s'intensifier avec le changement climatique. Elles touchent de façon disproportionnée les pauvres, victimes d'insécurité alimentaire – dont plus de 75 pour cent tirent leurs moyens d'existence de l'agriculture.

250 à 300 milliards de dollars É.-U. par an de pertes économiques >

Les pertes économiques causées par les catastrophes ont atteint en moyenne 250 milliards à 300 milliards de dollars É.-U. par an, minant la croissance économique dans les pays à revenu faible ou intermédiaire et les gains de développement des communautés vulnérables.

2 milliards de personnes touchées >

Dans les pays en développement, au cours de la dernière décennie, les catastrophes ont coûté quelque 550 milliards de dollars É.-U. en dégâts et touché 2 milliards de personnes.

25% de dégâts dans le secteur agricole >

De 2003 à 2013, 25 pour cent des dégâts et des pertes causés par les catastrophes climatiques dans les pays en développement ont frappé le secteur de l'agriculture.

80% des dégâts dus à la sécheresse dans l'agriculture >

Plus de 80 pour cent des dégâts et pertes causés par la sécheresse concernent le secteur agricole (élevage et agriculture).

22,5 millions de personnes par an déplacées par les catastrophes liées au climat >

Durant les sept dernières années, 22,5 millions de personnes par an en moyenne ont été chassées de leurs foyers par les catastrophes climatiques, essentiellement inondations et tempêtes. Soit l'équivalent de 62 000 personnes par jour.



CRISES TOUCHANT LA FILIÈRE ALIMENTAIRE

La chaîne alimentaire humaine est confrontée à la menace persistante d'une intensification alarmante des flambées de ravageurs et de maladies transfrontières des animaux et des plantes, ainsi que d'incidents liés à la salubrité et à l'irradiation des aliments. La grippe aviaire, la peste des petits ruminants, les infestations acridiennes, les maladies du blé, du manioc, du maïs et des bananes, la chenille processionnaire, les mouches des fruits, les agents pathogènes d'origine alimentaire et les mycotoxines ne sont que quelques-uns des exemples de menaces pesant sur la filière, avec des effets délétères sur la sécurité alimentaire, la santé humaine, les moyens d'existence, les économies nationales et les marchés mondiaux. Le changement climatique est en partie responsable d'une augmentation des urgences de la chaîne alimentaire.

70% des pauvres dépendent de l'élevage



Près de 70 pour cent des 1,4 milliard de personnes extrêmement pauvres dépendent de l'élevage pour leurs moyens d'existence, leurs revenus, leur nourriture et leur bien-être.

Pertes économiques estimées 1,45 à 2,1 milliards de dollars É.-U.



Les maladies animales transfrontières, comme la peste des petits ruminants, peut provoquer des pertes de production et des préjudices économiques estimés de 1,45 à 2,1 milliards de dollars É.-U. par an.

Plus de 70% des maladies émergentes chez l'homme sont transmises par les animaux



Au cours des dernières décennies, plus de 70 pour cent des maladies émergentes touchant l'homme ont été transmises par le bétail et les animaux sauvages.

Jusqu'à 80% de pertes de rendement



Les maladies des végétaux telles que la rouille du blé peuvent causer des pertes de rendement allant jusqu'à 80 pour cent, mettant en péril toute la production de blé mondiale.

Les invasions acridiennes peuvent détruire jusqu'à 100% des cultures



Les invasions acridiennes peuvent détruire les récoltes de communautés entières, comme en 2003-2005 lorsqu'une recrudescence de criquets pèlerins a décimé 30 à 100 pour cent des ressources agropastorales des pays sahéliens d'Afrique de l'Ouest, frappant plus de 8 millions de personnes.



CONFLITS ET CRISES PROLONGÉES

Les conflits et les crises prolongées sont parmi les contextes les plus difficiles pour affronter la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté. Les crises prolongées sont dues à une combinaison de causes récurrentes – des facteurs anthropiques et des catastrophes naturelles (souvent en simultané), des crises alimentaires de longue durée, la détérioration des moyens d'existence et des systèmes alimentaires et le manque de gouvernance et de capacités institutionnelles pour affronter la crise qui en découle. Les deux tiers de l'aide humanitaire internationale sont affectés aux crises prolongées (huit ans ou plus) ou récurrentes.

500 millions
de personnes sont
potentiellement touchées
par les crises prolongées



Près d'un demi-milliard de personnes vivent dans plus de 20 pays et territoires victimes de crises prolongées, essentiellement en Afrique.

Taux de la faim
3 fois supérieurs



Les taux de la faim dans les situations de crise prolongée sont presque trois fois plus élevés que dans d'autres contextes en développement.

40% de plus
de crises prolongées



Aujourd'hui, il y a 40 pour cent de plus de crises alimentaires prolongées qu'en 1990.

80% de
des fonds humanitaires



Les crises prolongées absorbent 80 pour cent de tous les fonds affectés à la réponse humanitaire par les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

87% ne fuient pas
leur logement



Dans les situations de conflit, 87 pour cent des personnes touchées ne quittent pas leur logement.



SOMALIE

Une femme éleveur cherche de l'eau et des pâturages près de la frontière Kenya-Somalie.
©FAO/Frank Nyakatru

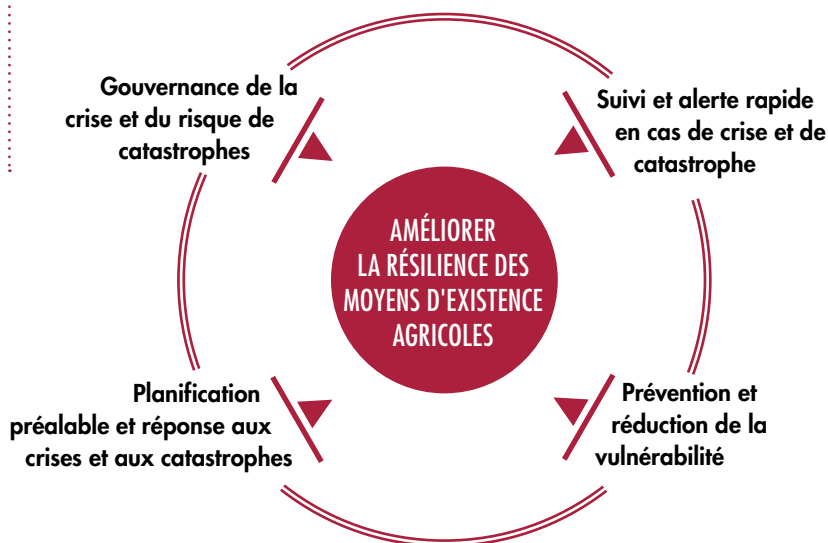
AFFRONTER LES DIFFÉRENTS CHOCS MENAÇANT LES MOYENS D'EXISTENCE AGRICOLES

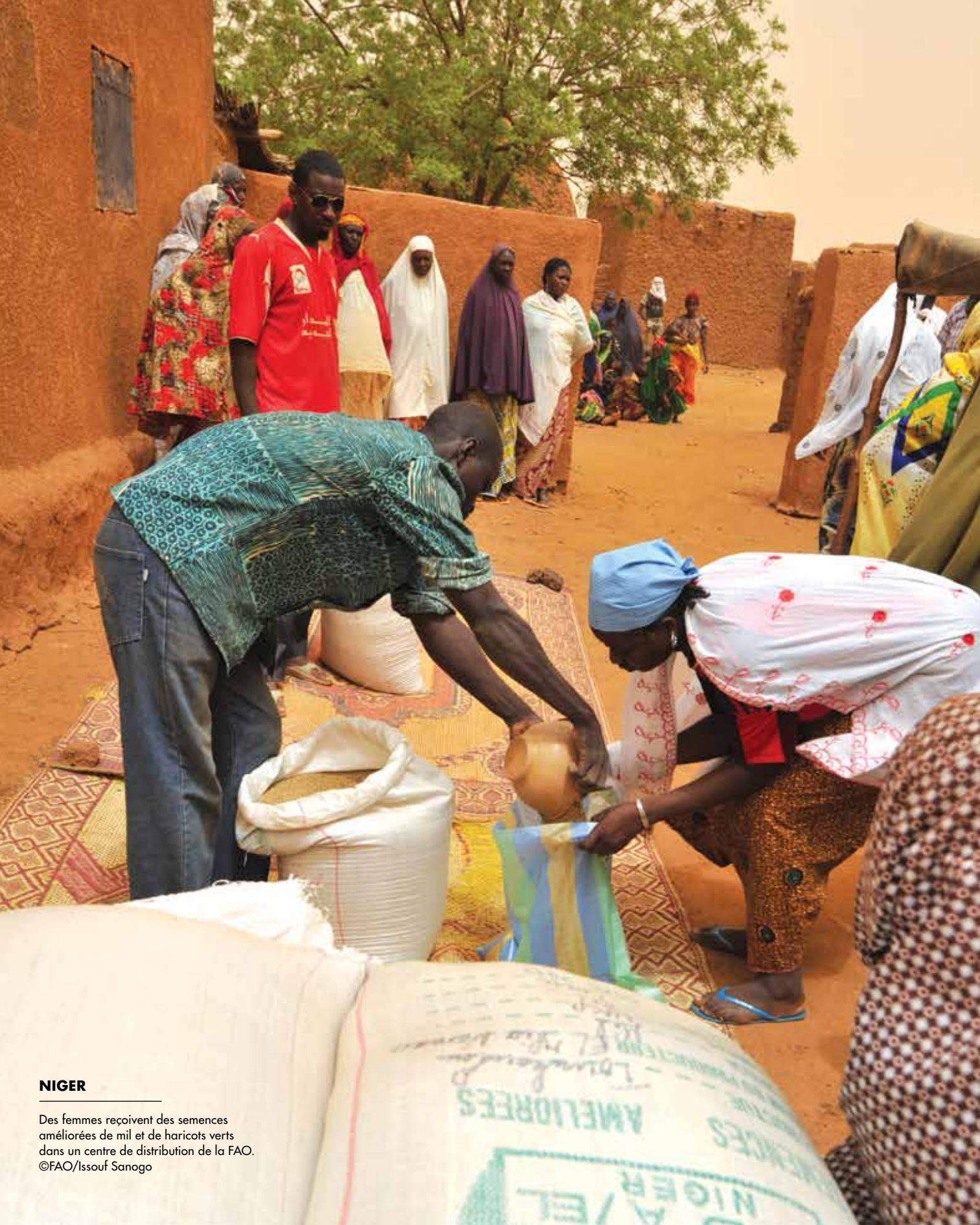
Les personnes bénéficiant de moyens d'existence résilients sont mieux aptes à prévenir et réduire l'impact des catastrophes sur leurs vies.

Elles sont mieux à même de résister, de se relever rapidement et de s'adapter aux dommages subis lorsqu'une catastrophe est inéluctable. Le travail de résilience de la FAO est spécifique au contexte, ancré dans le système local des moyens d'existence. Il exploite une vaste gamme de compétences techniques sur les divers types de chocs, les sous-secteurs de l'agriculture et les quatre actions prioritaires énoncées ici, qui combinent des interventions humanitaires

à court terme ainsi que des actions de développement et des investissements à long terme. On ne peut adopter une approche multirisque et intersectorielle et

améliorer la résilience des moyens d'existence agricoles face aux menaces et aux crises que si des mesures sont prises dans quatre domaines complémentaires:





NIGER

Des femmes reçoivent des semences améliorées de mil et de haricots verts dans un centre de distribution de la FAO.
©FAO/Issouf Sanogo

► GOUVERNANCE DE LA CRISE ET DU RISQUE DE CATASTROPHES

Les moyens d'existence agricoles ne seront à l'abri des multiples aléas que s'il existe une gouvernance des risques de catastrophe et de crises à tous les niveaux.

Des politiques appropriées, des structures institutionnelles, des capacités et des financements pour la prévention des catastrophes et la gestion des crises doivent être en place à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale afin de réduire les niveaux croissants de menaces pesant sur le secteur agricole et la sécurité alimentaire.

► SUIVI ET ALERTE RAPIDE EN CAS DE CRISE ET DE RISQUE DE CATASTROPHE

Il est en outre important de surveiller et de prévoir les risques de crise et de catastrophe, leur probabilité et leurs effets sur le secteur agricole.

Ce suivi des risques doit être associé à des alertes en temps utile pour déclencher des décisions bien fondées au niveau institutionnel et communautaire. Le suivi des risques permet la prévention, la préparation et la réduction des impacts de ces chocs en évitant que la situation ne s'aggrave en une véritable crise humanitaire, avec les souffrances humaines et les coûts qui y sont attachés.



INDE

Des pêcheurs trient les filets de pêche qu'ils ont parvenus à sauver du tsunami de 2004.
©FAO/Ami Vitale



GUATEMALA

Maïs endommagé par la sécheresse.
©FAO/Guatemala



▶ PRÉVENTION ET RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ

Il est également capital de réduire les causes à l'origine de la vulnérabilité des individus et des communautés dont les moyens d'existence dépendent de l'agriculture, des animaux d'élevage, des poissons, des arbres et d'autres ressources renouvelables.

La protection, la prévention et l'atténuation des impacts des crises et des risques de catastrophes par le biais de technologies sensibles au risque et des bonnes pratiques, le transfert de risques et la protection sociale sont des mesures essentielles pour renforcer les moyens d'existence agricoles, réduire les impacts des chocs, et permettre aux individus de se relever et de rebondir.

▶ PLANIFICATION PRÉALABLE ET INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

Une solide gouvernance des crises et risques de catastrophe, des systèmes de suivi et d'alerte rapide et des mesures de réduction de la vulnérabilité ne sont pas toujours en mesure d'éviter une crise. Lorsque les catastrophes, conflits et/ou épidémies frappent, nous devons être prêts à intervenir sans délai et efficacement pour sauver des vies humaines et des moyens d'existence et réduire l'impact de ces crises.

Le travail d'urgence est crucial pour se préparer, protéger et réhabiliter les moyens d'existence agricoles et veiller à ce que les êtres humains ne sombrent pas dans la misère et ne tombent pas dans une dépendance irréversible à l'égard de l'aide internationale. Préserver les moyens d'existence agricoles par le biais de l'aide humanitaire permet aux individus de recouvrer leur autonomie et leur productivité dans la dignité.

LA PROMESSE DE LA RÉSILIENCE

L'augmentation de la fréquence et de l'impact des catastrophes et des crises est insoutenable, à la fois en termes de souffrances humaines et de pertes économiques.

Les besoins de financement des crises humanitaires ont été multipliés par six de 2014 (3,4 milliards de dollars É.-U.) à 2015 (près de 19,5 milliards de dollars É.-U.). Dans ce contexte, il ne fait aucun doute que nous devons transformer notre façon de penser et d'agir, y compris d'investir nos ressources. Nous devons passer d'une réponse réactive à une prévention et une anticipation proactives.

Pour la FAO, la résilience est un objectif commun à tous les acteurs des situations de catastrophe et de crise, faisant le relais entre les interventions humanitaires à court terme et les actions de développement à long terme. Sans des moyens d'existence agricoles résilients, le Défi Faim zéro, la conservation de l'environnement, l'adaptation au changement climatique et le développement économique durable ne peuvent être atteints.

Les trois quarts des pauvres de la planète étant des agriculteurs, la FAO estime que la communauté

humanitaire et de développement doivent inscrire la résilience des moyens d'existence agricoles au premier plan de leur agenda dans les cinq grands processus mondiaux visant à atteindre les objectifs de développement durable, à savoir: le **Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, l'Accord de Paris sur le climat, l'approche «Une seule santé», le Cadre d'action du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et l'Agenda pour l'humanité du Sommet humanitaire mondial.**

Dans le cas des catastrophes naturelles, plusieurs études confirment qu'il est quatre à sept fois plus rentable d'investir dans la réduction des risques de catastrophe – une composante de base du travail de résilience – que sur l'intervention en cas d'urgence. Pourtant, 0,4 pour cent de l'aide publique au développement seulement est affectée à la prévention des catastrophes.

Par ailleurs, dans les conflits armés et les crises prolongées, protéger, sauver et rebâtir les moyens d'existence agricoles pour sauver des vies et créer les conditions pour une résilience à plus longue échéance est un pas essentiel pour garantir la paix et la stabilité. Toutefois, le rôle du secteur agricole dans les situations de

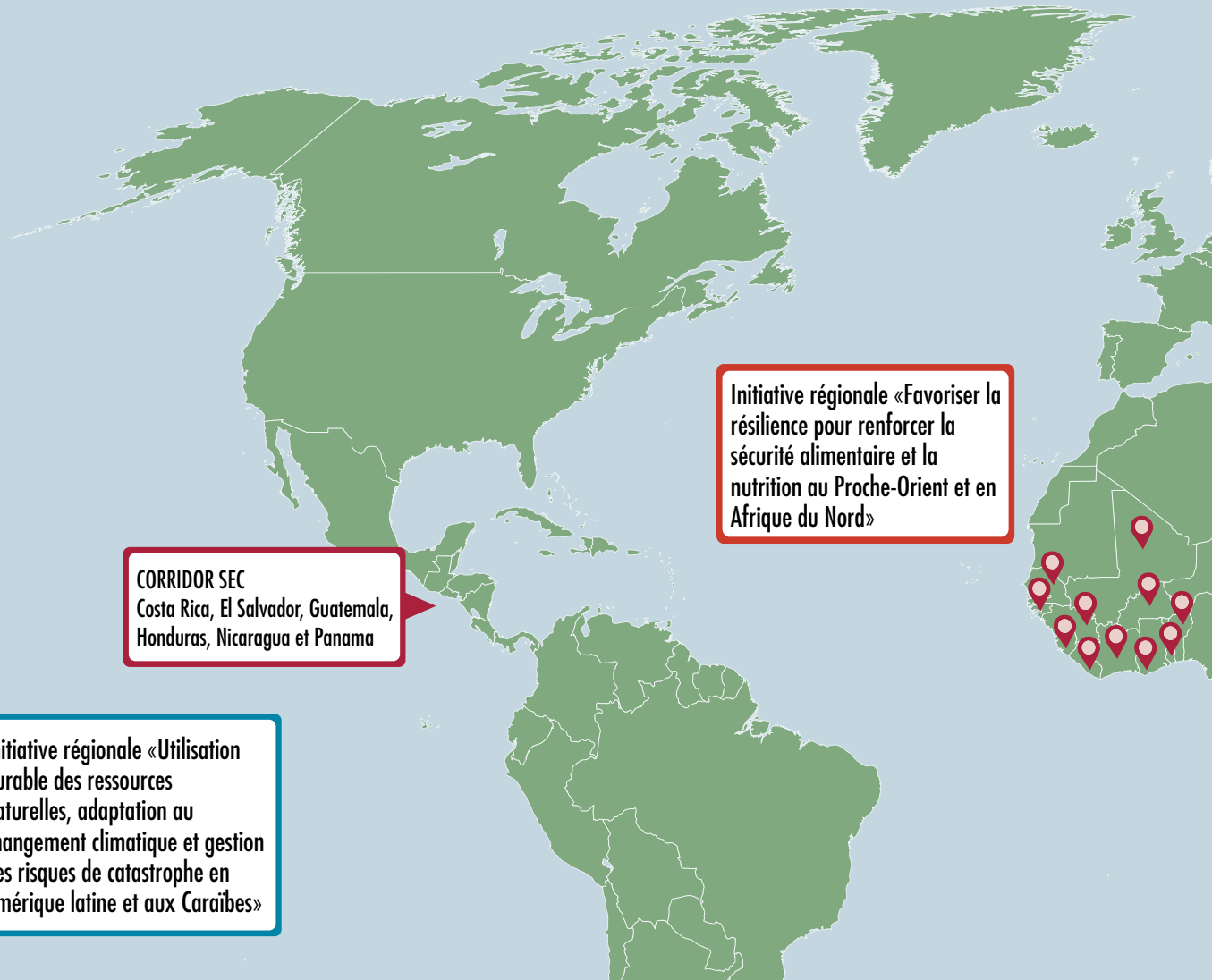
crise est trop souvent négligé et les investissements nécessaires ne sont pas faits.

Les petits exploitants agricoles sont la cheville ouvrière du monde en développement, générant environ 80 pour cent de sa production agricole. Ils sont aussi les gardiens de précieux agroécosystèmes. Il est par conséquent crucial de les inclure dans les décisions de gouvernance et les investissements financiers pour la lutte contre la faim, la pauvreté et la destruction des ressources naturelles dont toutes nos vies dépendent. Aujourd'hui, il est clair que sans des moyens d'existence agricoles résilients, il sera très difficile d'éradiquer la faim et d'atteindre un développement durable pour les générations présentes et futures.

**DANS LE CAS DES
CATASTROPHES
NATURELLES,
PLUSIEURS ÉTUDES
CONFIRMENT
QU'IL EST QUATRE
À SEPT FOIS
PLUS RENTABLE
D'INVESTIR DANS
LA RÉDUCTION
DES RISQUES DE
CATASTROPHE –
UNE COMPOSANTE
DE BASE DU
TRAVAIL DE
RÉSILIENCE –
QUE SUR
L'INTERVENTION
EN CAS
D'URGENCE.**



OBTENIR DES RÉSULTATS ET MONTRER LEURS IMPACTS



CORRIDOR SEC
Costa Rica, El Salvador, Guatemala,
Honduras, Nicaragua et Panama

Initiative régionale «Favoriser la
résilience pour renforcer la
sécurité alimentaire et la
nutrition au Proche-Orient et en
Afrique du Nord»

Initiative régionale «Utilisation
durable des ressources
naturelles, adaptation au
changement climatique et gestion
des risques de catastrophe en
Amérique latine et aux Caraïbes»

| | |
|--|--|
| <p>📍 IMPACT MULTI-PAYS</p> <p>La Phase 2 du Programme sur les menaces des pandémies émergentes cible 30 pays pour renforcer les capacités de leurs systèmes vétérinaires pour réduire la vulnérabilité des communautés aux maladies animales.</p> | <p>IMPACT GLOBAL</p> <p>La collaboration tripartite FAO/OIE/OMS coordonne les activités à l'échelle mondiale, y compris la résistance antimicrobienne (AMR), ainsi que d'autres menaces à l'interface animal-homme-environnement.</p> |
|--|--|

En étroite collaboration avec ses partenaires, la FAO s'efforce d'accroître la résilience des moyens d'existence agricoles à risque de catastrophes et de crises dans les pays et les régions du monde entier, comme le montrent les **exemples suivants**.



INITIATIVES RÉGIONALES

La FAO travaille à tous les échelons, du niveau mondial au niveau régional et local, avec les gouvernements comme avec les communautés.

Maintes menaces et chocs sont de nature transfrontière, exigeant des efforts d'améliorer la résilience pour traiter les impacts régionaux. Les catastrophes naturelles peuvent endommager les écosystèmes terrestres et aquatiques au-delà des frontières nationales. Les ravageurs comme les acridiens ou la mosaïque du manioc, les maladies animales à fort impact telles que la grippe aviaire ou la peste des petits ruminants, ou encore les incidents liés à la salubrité des aliments, comme leur contamination par irradiation, ont des répercussions régionales, voire globales.

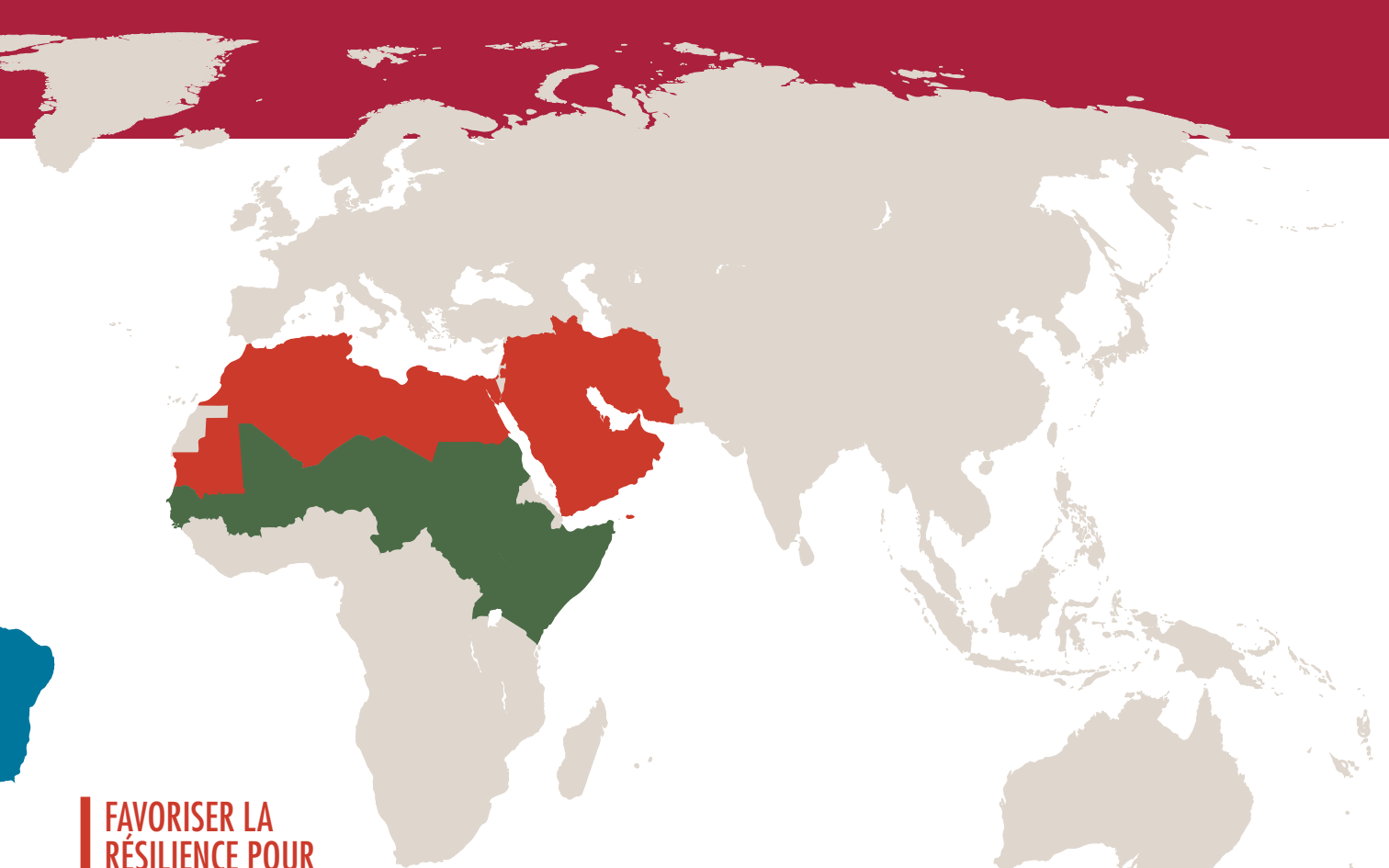
La mobilité croissante des personnes et de leurs actifs signifie que les catastrophes, les crises touchant la filière alimentaire et les conflits ont des impacts qui dépassent les frontières et peuvent entraîner l'instabilité et l'insécurité alimentaire à l'échelle de toute une région.

LA MOBILITÉ CROISSANTE DES PERSONNES ET DE LEURS ACTIFS SIGNIFIE QUE LES CATASTROPHES, LES CRISES TOUCHANT LA FILIÈRE ALIMENTAIRE ET LES CONFLITS ONT DES IMPACTS QUI DÉPASSENT LES FRONTIÈRES.

UTILISATION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES, ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE EN AMÉRIQUE LATINE ET AUX CARAÏBES

Dans cette région, un tiers de la population vit dans des zones fortement exposées à la fréquence accrue de catastrophes et de phénomènes météorologiques extrêmes. Moyennant des politiques appropriées de réduction et d'adaptation aux risques agroenvironnementaux pour affronter le changement climatique, les pays peuvent créer des systèmes agricoles résilients afin d'améliorer la sécurité alimentaire et les capacités de plusieurs millions de personnes confrontées à ces menaces.

L'initiative régionale travaille avec les pays pour concevoir des politiques agroenvironnementales, appuyer l'élaboration d'une stratégie régionale de gestion des risques dans le cadre de la «Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes» (CELAC), renforcer le suivi des ravageurs et maladies des plantes et des risques climatiques, et investir dans les mesures de réduction de la vulnérabilité pour les agriculteurs familiaux.



FAVORISER LA RÉSILIENCE POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION AU PROCHE-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD

La prolifération des conflits et des crises prolongées dans certaines parties de la région a favorisé la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, à la migration de détresse, aux menaces grandissantes de maladies transfrontières ainsi qu'à la réduction des échanges transfrontaliers qui en résultent requérant un soutien urgent des moyens d'existence au niveau régional.

La FAO aide les pays à réduire l'insécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à renforcer la résilience des moyens d'existence agricoles à tous les niveaux. Sensible à la dimension de genre cette initiative régionale considère les besoins spécifiques des femmes et des hommes. Les systèmes d'information et d'alerte rapide appliqués à la prévention des ravageurs et des maladies transfrontières des animaux et des plantes sont utilisés pour étendre le soutien aux pays touchés par des crises, tandis que l'éducation nutritionnelle et les mesures sensibles au risque sont intégrées dans les décisions et les investissements de production alimentaire.

RENFORCER LA RÉSILIENCE SUR LES TERRES ARIDES D'AFRIQUE

La sécheresse, les inondations, les épidémies et les conflits sont des phénomènes courants pour les populations d'Afrique, qui bataillent souvent pour rebondir après ces crises. Les pays aux terres arides doivent mieux prévoir, atténuer et répondre aux chocs, aux menaces et aux urgences avant, durant et après les catastrophes qui menacent les moyens d'existence agricoles et les revenus, l'alimentation et le bien-être.

L'initiative contribue à créer des communautés et des institutions résilientes en mesure de prévenir, d'absorber et de se redresser rapidement. Outre le renforcement des capacités institutionnelles pour la réduction des risques et la gestion des crises dans le secteur agricole, l'initiative soutient également les systèmes d'alerte rapide et de gestion de l'information sur les risques, et l'application des mesures de réduction de la vulnérabilité afin d'accroître la résilience aux chocs futurs.

SUR LE TERRAIN

SOUDAN DU SUD des crises mues par les conflits



Le Soudan du Sud est fortement vulnérable aux chocs: que ce soient les récessions économiques et les crises dues aux conflits, ou encore les catastrophes naturelles, telles que les inondations, les sécheresses et les épidémies de maladies animales et végétales.

Ces chocs exacerbent l'insécurité alimentaire qui prévaut au Soudan du Sud et portent préjudice aux moyens d'existence reposant sur l'agriculture. Depuis le déclenchement du conflit actuel en 2013, la FAO est intervenue avec une approche à voies multiples pour renforcer la résilience (en sauvant des vies et des moyens d'existence, et en créant de nouveaux moyens d'existence), en fonction des besoins, de la vulnérabilité et de l'accès.

Chaque année depuis le début de la crise, la FAO touche en moyenne 2,7 millions de personnes en leur offrant un soutien à la fois dans les domaines de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. En 2015, des trousseaux de survie portables ont été mis au point dans le cadre d'un effort multi-organismes destiné à répondre aux

besoins des personnes déplacées à l'intérieur du pays et dans les zones reculées. Les kits comprenaient diverses fournitures, telles que moustiquaires, comprimés de purification de l'eau, sels de réhydratation par voie orale ainsi que des semences de légumes à cycle court et du matériel de pêche, vitales pour les familles livrées à elles-mêmes.

La FAO a également protégé les troupeaux, élargissant la portée de son programme de vaccination et de traitement – touchant plus de 3 millions d'animaux en 2014, 5,3 millions en 2015 et ciblant plus de 8 millions de têtes en 2016.

La FAO a également distribué plus de 27 000 fourneaux économes en combustible dans le cadre de l'Initiative SAFE pour un accès sûr au bois de feu et aux énergies alternatives. Cela a permis de réduire les besoins en combustible ligneux et en charbon de bois à court terme, allégeant la pression sur les forêts et les terres boisées aux alentours des camps de personnes déplacées, tout en diminuant le rythme de la déforestation et de l'érosion du sol à moyen et long terme. En même temps, les poêles réduisent le fardeau supporté par les femmes et les filles car moins de voyages sont nécessaires pour collecter le bois, et les dépenses domestiques pour le bois sont réduites. Les fourneaux de la FAO sont durables, à faible coût, légers et portables pour pouvoir les déplacer facilement.

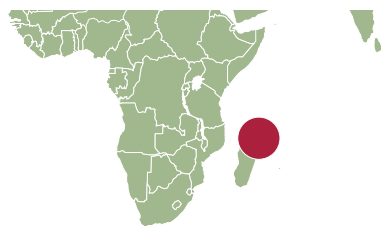


SOUDAN DU SUD

Une communauté reçoit des filets de pêche à Jonglei.
©FAO/Soudan du Sud



MADAGASCAR Crise acridienne touchant la filrière alimentaire



En 2012, une invasion de criquets migrateurs se propagea à Madagascar – le résultat d'années de négligence dans la surveillance et la lutte antiacridienne, due à la fragilité politique et à l'instabilité des institutions ainsi qu'au manque de financements.

L'invasion menaçait de décimer les cultures vivrières et les pâturages, compromettant les moyens d'existence agricoles, la sécurité alimentaire et nutritionnelle de quelque 13 millions de personnes – soit plus de la moitié de la population malgache.

En 2013, un programme d'urgence fut lancé par la FAO et le Ministère de l'agriculture de Madagascar sur une période de trois ans pour tenter de revenir à une période de récession. Tout en instaurant conjointement des mesures de lutte d'urgence, le Programme eut pour vocation de permettre au gouvernement de prendre en main les opérations en cours et futures de lutte antiacridienne en renforçant les capacités nationales.

Des opérations de prospection et de lutte de grande envergure, essentiellement par voie aérienne, parvinrent ainsi à maîtriser les infestations sur plus de 2,3 millions d'hectares, réduisant les dégâts aux cultures et aux pâturages et protégeant les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des populations vulnérables. Le programme mit en place une unité de Veille acridienne et renforça la capacité du personnel national grâce à des formations et des exercices sur le terrain.

SOMALIE Crise prolongée et crise touchant la filière alimentaire - la peste des petits ruminants



Les ovins et les caprins sont essentiels pour les petits agriculteurs les plus vulnérables de la Somalie, en particulier ceux victimes de situations de crise.

Les épidémies répétées de «peste des petits ruminants» (PPR) – une maladie animale transfrontière très contagieuse susceptible de décimer 90 pour cent du troupeau infecté- a fait des ravages chez

les gardiens de troupeaux somaliens au début des années 2000.

Suite à la mise au point d'une stratégie de lutte et de prévention de la PPR avec ses homologues du gouvernement, la FAO a préparé le terrain pour une campagne de vaccination de masse en 2012:

- en formant les partenaires locaux à la surveillance des maladies, à la planification préalable et la réponse aux foyers de PPR;
- en sensibilisant davantage à l'importance de la notification de PPR chez les communautés cibles; et
- en créant une chaîne du froid pour stocker les médicaments et les vaccins.

Au total, 43 millions d'ovins et de caprins ont été vaccinés à vie entre 2012 et 2015, permettant de protéger les moyens d'existence de plus de 3,75 millions de personnes dans tout le pays.

Le programme de lutte contre la PPR a également permis à la Somalie de développer ses capacités de surveillance et de lutte contre d'autres maladies prioritaires affectant les différentes espèces de bétail. En conséquence, la confiance en la qualité des produits animaux du pays a été restaurée, permettant à la Somalie d'accroître ses exportations qui ont atteint un record de 5,3 millions de têtes en 2015, dont 90 pour cent d'ovins et de caprins.

La PPR est toujours présente dans 70 pays d'Asie du Sud et de l'Est, la plus grande partie de l'Afrique et du Proche-Orient, avec des conséquences dévastatrices pour les moyens d'existence des communautés pastorales. En 2016, la FAO et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) ont lancé un programme ambitieux pour l'éradication mondiale de la PPR d'ici 2030.

NAMIBIE

Gestion des risques de feux de forêt et des catastrophes naturelles



Une personne environ sur cinq dépend de la forêt pour vivre, et la grande majorité d'entre elles vivent dans la pauvreté et sont extrêmement vulnérables aux chocs.

Le feu est une des menaces les plus graves pesant sur leurs vies et leurs moyens d'existence. Les experts de la

FAO estiment qu'environ 67 millions d'hectares de terres boisées brûlent chaque année –une superficie qui équivaut au double du territoire de l'Allemagne. Si les incendies sont généralement d'origine humaine (volontaire ou par négligence), le changement climatique exacerbe leur incidence, en particulier à mesure que les sécheresses s'intensifient et deviennent plus fréquentes.

Les individus et leurs communautés jouent un rôle central dans la gestion des incendies. Par exemple, dans la région de Caprivi en Namibie, la FAO a appuyé la formation en gestion forestière communautaire de dizaines de milliers de personnes –aussi bien parmi la population que parmi le personnel du gouvernement. L'approche a ainsi permis de réduire les feux de brousse dans la région de plus de 50 pour cent en cinq ans. La FAO a, par

la suite, contribué à adapter et à diffuser cette approche participative à d'autres pays d'Afrique, d'Asie, du Proche-Orient, d'Amérique latine et des Caraïbes.

En 2006, la FAO et ses partenaires ont mis au point des directives volontaires de gestion forestière à l'appui de la gestion appropriée des feux de forêt intentionnels ou d'origine naturelle, tout en reconnaissant les écosystèmes dépendant du feu. Dans le cadre de cette approche, les problèmes d'agriculture, de foresterie et de parcours sont pris en considération simultanément, ce qui permet de mieux prévenir, maîtriser et combattre les incendies, et par conséquent, de renforcer la résilience et les capacités d'adaptation des communautés et des écosystèmes.

CORRIDOR SEC

Catastrophe climatique régionale



En Amérique centrale, une des régions les plus touchées par les phénomènes météorologiques extrêmes se trouve le Corridor sec – une écorégion de forêts tropicales sèches couvrant les plaines côtières du Pacifique et l'essentiel de la région centrale prémontagneuse de Guanacaste au Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et la zone Arco Seco au Panama.

La région connaît une saison sèche prolongée avec un risque de sécheresses récurrentes et de précipitations excessives, respectivement exacerbées par El Niño et La Niña. Les niveaux de pauvreté et de malnutrition sont également alarmants et frappent surtout les populations rurales et les communautés autochtones.

En raison de la sécheresse prolongée en 2014-2015 et de la forte vulnérabilité de la population et de sa dépendance à l'égard de l'agriculture de subsistance, 3,5 millions de personnes étaient à risque d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Ainsi, la FAO, en collaboration avec les gouvernements et les partenaires, ont tiré parti des travaux précédents sur la prévention des catastrophes et la nutrition dans la région pour formuler un programme

de renforcement de la résilience des moyens d'existence. Le programme triennal comprend des interventions prioritaires pour la formulation de plans d'action nationaux de gestion des risques de catastrophe dans le secteur agricole; l'adaptation des systèmes d'information et d'alerte rapide agroclimatiques axés sur la sécheresse; l'investissement dans la gestion participative et intégrée des bassins versants pour la prévention des catastrophes; l'appui à la mise en œuvre de mécanismes de transfert de risques financiers visant à réduire la vulnérabilité des ménages agricoles face à la sécheresse; et la mise en place d'un réseau de producteurs de semences de qualité certifiées, et le prépositionnement de stocks stratégiques de semences pour se préparer et répondre aux urgences.



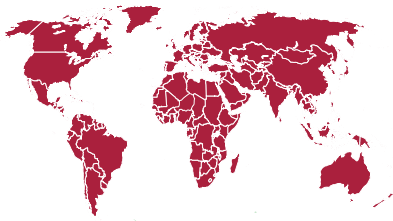
VIET NAM

Des vétérinaires administrent gratuitement des vaccins pour conjurer une autre épidémie du virus H5N1.

©FAO/Hoang Dinh Nam

CRISE MONDIALE TOUCHANT LA FILIÈRE ALIMENTAIRE

Nouvelles menaces de pandémies



Le monde est confronté à un risque croissant de maladies infectieuses à fort impact, émergentes ou ré-émergentes, à l'interface homme-animal-environnement, découlant de la mondialisation, de la croissance démographique, de l'intensification de l'agriculture, des modifications de l'utilisation des terres et du changement climatique.

Les maladies animales se propagent rapidement à travers le monde. Si on ne les affronte pas correctement, elles peuvent se transformer en véritables situations d'urgence impactant la santé

humaine, la sécurité alimentaire et la stabilité sociale, en particulier pour les plus démunis de la planète.

De l'impact mortel d'Ebola à la grippe aviaire hautement pathogène H5N1 récalcitrante (HPAI), la FAO et ses partenaires mondiaux sont au premier rang de la lutte contre les zoonoses grâce à diverses stratégies et politiques de gestion des risques sanitaires. Il est essentiel d'accroître la résilience des pays face aux menaces zoonotiques émergentes pour briser le cycle de la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

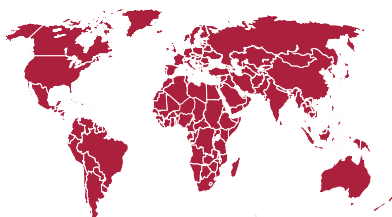
Dans le cadre de la Phase 2 du Programme sur les menaces des pandémies émergentes, la FAO poursuivra sa lutte contre les maladies à leur source et garantira leur contrôle et leur gestion avant qu'elles ne deviennent des pandémies. Jusqu'en 2019, la FAO ciblera plus de 30 pays d'Afrique, d'Asie et du Proche-Orient pour renforcer les capacités de leurs systèmes vétérinaires de réduction des risques et de la vulnérabilité des communautés face

aux agents pathogènes émergents et ré-émergents. Des maladies comme la HPAI, le virus Ebola et le Coronavirus du Syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS-CoV) seront affrontés en améliorant la détection précoce, la surveillance, la planification préalable et les bonnes pratiques d'hygiène.

L'approche «**Une seule santé**» est au cœur de ce programme, favorisant une participation multisectorielle et pluridisciplinaire et l'adoption de stratégies de gestion intégrée des risques de maladies.



CRISE MONDIALE TOUCHANT LA FILIÈRE ALIMENTAIRE Une menace sanitaire globale croissante - la résistance antimicrobienne



Les antimicrobiens jouent un rôle déterminant dans le traitement des maladies tant humaines qu'animales. Pourtant, ils sont souvent utilisés à tort et à travers pour le traitement et la prévention des maladies aussi bien dans l'élevage, que dans l'aquaculture ou dans l'agriculture.

Cela a favorisé une augmentation dangereuse du nombre de maladies, les microbes devenant résistants aux médicaments habituellement utilisés pour les traiter, avec de nouveaux risques pour la santé humaine et animale. Le problème

s'explique en partie par le fait que la résistance aux antimicrobiens (AMR) et les résidus d'antimicrobiens peuvent passer à travers la chaîne alimentaire humaine et animale.

La FAO joue un rôle clé dans l'appui aux gouvernements, aux producteurs, aux négociants et autres parties prenantes pour l'adoption de mesures en vue de l'utilisation judicieuse d'antimicrobiens et de la prévention du développement de la résistance aux antimicrobiens. Le Plan d'action 2016 de la FAO s'articule autour de quatre domaines d'action:

- renforcer la sensibilisation à l'AMR parmi les acteurs de la filière alimentaire (de la ferme à la fourchette);
- renforcer les capacités nationales de surveillance et de suivi de l'AMR et de l'utilisation d'agents antimicrobiens (AMU) dans l'alimentation et l'agriculture;
- renforcer la gouvernance aux risques liés à l'AMU et à l'AMR dans l'alimentation et l'agriculture; et
- promouvoir de bonnes pratiques dans les systèmes d'alimentation et

d'agriculture et l'utilisation prudente des antimicrobiens.

Pour remédier à l'AMR, la FAO travaille avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) dans le cadre de la collaboration tripartite FAO/OIE/OMS en affrontant les activités mondiales liées à l'AMR et à d'autres menaces à l'interface animal-homme-environnement. L'approche «Une seule santé» est au cœur de cette coopération.

La FAO encourage une approche globale de la filière alimentaire en travaillant aux côtés des agriculteurs, des vétérinaires, des spécialistes de la production animale et des professionnels de la sécurité sanitaire des aliments destinés à l'homme et à l'animal, afin de favoriser l'adoption de bonnes pratiques durant tout le cycle de production, de transformation et de consommation, dans le but de prévenir les maladies et d'accroître la résilience des moyens d'existence agricoles.

LES PHILIPPINES

Catastrophe climatique



Les Philippines est un des pays au monde les plus sujets aux catastrophes. Entre 2006 et 2013, quelque 6 millions d'hectares de cultures ont été endommagés par 78 catastrophes naturelles, pour un coût d'environ 3,8 milliards de dollars É.-U.

Les Philippines est un bon exemple de capacités institutionnelles de gestion et de réduction des risques liés aux de catastrophes naturelles et au changement climatique grâce à sa législation sur la prévention des catastrophes et l'adaptation au changement climatique. La FAO a aidé le gouvernement à poser les jalons de la prévention des catastrophes et l'adaptation au changement climatique dans le secteur agricole.

Lorsque le Typhon Haiyan – un des plus violents de tous les temps – frappa le centre des Philippines en novembre 2013, il causa plus de 700 millions de dollars É.-U. de dégâts dans l'agriculture. Cela a amené la FAO

à déployer des secours humanitaires et des efforts de réhabilitation pour marier les objectifs de développement à plus long terme du gouvernement avec le principe de «reconstruire en mieux».

Plus de 1,1 million de personnes ont bénéficié du programme avec les cultures de riz et de maïs, les systèmes agricoles basés sur la noix de coco, les pêches et la réhabilitation des mangroves côtières.

La combinaison des enseignements tirés du programme du Typhon Haiyan et des expériences de la FAO en matière d'intégration de la prévention des catastrophes et de l'adaptation au changement climatique dans l'agriculture a permis à l'Organisation d'offrir un soutien stratégique au gouvernement. Elle a également facilité la mise à l'échelle des bonnes pratiques et des technologies dans l'agriculture et les pêches pour relancer la productivité durablement, tout en renforçant la résilience face aux menaces et aux crises.

LES PHILIPPINES EST UN BON EXEMPLE DE CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES DE GESTION ET DE RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES NATURELLES ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE GRÂCE À SA LÉGISLATION SUR LA PRÉVENTION DES CATASTROPHES ET L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE.

PHILIPPINES

Un habitant du district Cogon à Basey (province du Samar) ouvre un kit d'intrants agricoles distribué par la FAO aux ménages.

©FAO/Rommel Cabrera



Les appellations employées et la présentation des données dans ce produit d'information n'impliquent pas l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'Organisation des Nations Unies (FAO) au sujet du statut juridique ou le développement de tout pays, territoire, ville ou région ou de ses autorités, ou du tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés spécifiques ou de produits de fabricants, brevetés ou non, n'implique pas que ceux-ci ont été approuvés ou recommandés par la FAO avec une préférence par rapport aux autres de même nature qui ne sont pas mentionnés.

©FAO, 2017

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion du matériel de ce produit d'information. Sauf indication contraire, ce matériel peut être copié, téléchargé et imprimé pour usage privé, de recherche et d'enseignement, ou pour une utilisation non commerciale produits ou services, pourvu qu'une reconnaissance appropriée de la FAO comme source et le titulaire du droit d'auteur est donnée et l'endossement de la FAO des utilisateurs vus, produits ou services n'est pas implicite en quelque sorte. Toute demande pour les droits de traduction et d'adaptation et pour la revente et autres droits d'utilisation commerciale doit être adressée à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site Web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par l'intermédiaire de publications-sales@fao.org.

Photo de couverture:
©FAO/Prakash Singh

Imprimé sur papier
écologique.

TRAVAIL STRATÉGIQUE DE LA FAO

Ses cinq priorités ou Objectifs stratégiques représentent les principaux axes visant à aider les États membres à atteindre un monde durablement libéré de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté.



Contribuer à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition



Rendre l'agriculture, la foresterie, et la pêche plus productives et plus durables



Réduire la pauvreté rurale



Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces



Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise

Pour accomplir nos Objectifs stratégiques, la FAO poursuit cinq Programmes stratégiques exploitant les fonctions centrales de l'Organisation pour aboutir à des résultats concrets.

Nous nous engageons à aider les pays à mettre en oeuvre le Programme 2030.

L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE DANS LE PROGRAMME 2030

Les 17 Objectifs (ODD) du Programme de développement durable à l'horizon 2030 sont une série de priorités mondiales adoptées par les pays en septembre 2015 pour mettre un terme à la pauvreté et à la faim, préserver les ressources naturelles de la planète et assurer la prospérité de tous ses habitants.

L'alimentation et l'agriculture touchent tous les ODD et sont au cœur même du Programme 2030.

Par une approche intégrée visant à traiter les causes profondes de la pauvreté et de la faim et la gestion durable des ressources naturelles en ne laissant personne de côté, **le travail stratégique de la FAO s'inscrit dans le droit fil des ODD.**

Notre vaste gamme d'expertise technique, notre longue expérience avec les partenaires du développement et nos compétences uniques dans la triple approche du développement durable (sociale, économique et environnementale) font de la FAO un précieux allié pour les pays en matière de mise en œuvre et de suivi des ODD.

Pour en savoir plus, consultez notre page Web sur le travail de la FAO avec les ODD. Cette page est régulièrement mise à jour avec toutes les actualités en matière d'alimentation et d'agriculture dans le Programme 2030.